

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthum Luxemburg.

Mardi, 28 mars 1893.

N^o 13.

Dinstag, 28. März 1893.

Loi du 23 mars 1893, concernant la juridiction des référés.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 9 mars 1893 et celle du Conseil d'Etat du 20 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Les art. 806 à 811 du Code de procédure sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er} (806). Le président du tribunal d'arrondissement statue provisoirement par voie de référé :

1^o dans tous les cas d'urgence en matière civile ou commerciale, ou lorsqu'il s'agit de statuer sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire ou d'un jugement ;

2^o sur les demandes en expulsion contre les locataires, lorsque ces demandes ne rentrent pas dans la juridiction des juges de paix.

Art. 2 (807). La demande sera portée à une audience tenue à cet effet par le président du tribunal ou par le juge qui le remplace, aux jour et heure indiqués par le règlement de service.

*Gesetz vom 23. März 1893, über die Referat-
rechtsprechung.*

Nir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenammer vom 9. März 1893 und derjenigen des Staatsrathes vom 20. dess. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Die Artikel 806 bis 811 der Civilprozessordnung sind durch folgende Bestimmungen ersetzt :

Art. 1 (806). Der Präsident des Bezirksamtes entscheidet provisorisch auf dem Referatwege :

1^o in allen Dringlichkeitsfällen bei Civil- oder Handelsachen oder wenn es sich darum handelt, über die Schwierigkeiten inbetreff der Vollstreckung eines executorischen Titels oder eines Urtheils zu entscheiden ;

2^o über die Ausweisungsgesuche gegen Miether, wenn diese Gesuche nicht unter die Zuständigkeit der Friedensrichter fallen.

Art. 2 (807). Das Gesuch wird vorgenommen in einer Sitzung, die zu diesem Zweck durch den Gerichtspräsidenten oder den ihn vertretenden Richter auf den Tag und die Stunde anberaumt wird, welche durch das Dienstreglement bezeichnet sind.

Art. 3 (808). Dans les cas d'extrême urgence le président peut permettre d'assigner soit à l'audience, soit à son hôtel, à heure indiquée, même les jours de fête. Il peut autoriser l'assignation sur simple mémoire, signée de la partie ; les droits de timbre et d'enregistrement sont alors perçus au moment de l'enregistrement de l'assignation. Si celle-ci doit être donnée un jour férié, il commettra un huissier à cet effet.

Art. 4 (809). Le demandeur a le droit d'assigner soit devant le juge indiqué au titre des ajournements, soit devant le juge du lieu fixé pour l'exécution de la convention.

Lorsque le référé a pour objet des difficultés relatives à l'exécution d'un titre ou d'un jugement, le juge compétent est toujours celui du lieu où l'exécution est poursuivie.

Art. 5 (810). Les ordonnances de référé ne font aucun préjudice au principal ; elles sont exécutoires par provision, au besoin sur minute et avant l'enregistrement et sans caution, si le juge n'a ordonné qu'il en serait fourni une. Elles ne sont pas susceptibles d'opposition. Le président peut, suivant les circonstances, ordonner que la partie défaillante sera réassignée au jour qu'il indique.

Art. 6. Dans le cas où la loi autorise l'appel, cet appel peut être interjeté même avant le délai de huitaine de l'ordonnance ou du jugement. Il ne sera pas recevable s'il a été interjeté après la quinzaine, à dater du jour de la signification.

L'appel est jugé d'urgence, sommairement et sans procédure.

Art. 7 (811). Le président peut, suivant les cas, statuer sur les dépens de l'ordonnance, du référé et de la signification.

Art. 3 (808). In Fällen äußerster Dringlichkeit kann der Präsident die Vorladung zur festgesetzten Stunde in die Sitzung oder in seine Wohnung auch an Feiertagen gestatten. Er kann zur Vorladung auf ein einfaches, von der Partei unterzeichnetes Memorandum hin ermächtigen ; die Stempel und Einregistrierungsgebühren werden alsdann bei Einregistrierung der Vorladung erhoben. Erfolgt die Vorladung an einem Feiertage, so bestellt er dazu einen Gerichtsvollzieher.

Art. 4 (809). Der Kläger hat das Recht, entweder vor den unter dem Titel der Vorladung bezeichneten Richter oder vor dem Richter des Ortes vorzuladen, welcher für die Ausführung des Vertrags bestimmt ist.

Wenn die Referatssache Schwierigkeiten zum Gegenstande hat, welche die Vollstreckung eines Titels oder Urtheils betreffen, so ist immer der Richter des Ortes, wo die Vollstreckung betrieben wird, zuständig.

Art. 5 (810). Die auf dem Referatwege erlassenen Ordonnanzen präjudiciren nicht das Hauptverfahren ; sie sind provisorisch vollstreckbar, nöthigenfalls auf Grund der Urschrift, vor der Einregistrierung und ohne Kaution, falls der Richter nicht verordnet hat, daß Kaution gestellt werden müsse. Eine Opposition gegen dieselben ist nicht zulässig. Der Präsident kann, je nach den Umständen, verfügen, daß die unterliegende Partei an einem von ihm bezeichneten Tage wieder vorgeladen werde.

Art. 6. Falls das Gesetz die Berufung zuläßt, kann diese auch vor Ablauf der achttägigen Frist nach der Ordonnanz oder nach dem Urtheil eingelegt werden. Dieselbe ist abzuweisen, wenn sie nach Ablauf von fünfzehn Tagen, vom Tage der Zustellung an, erfolgt.

Ueber die Berufung wird sofort, summarisch und ohne Einhaltung der Prozedur entschieden.

Art. 7 (811). Der Präsident kann, je nach den Fällen, über die Kosten der Ordonnanz, des Referatverfahrens und der Zustellung entscheiden.

Art. 8. Est supprimé le droit accordé au président par les art. 60 et 66 du décret du 30 mars 1808, de renvoyer la cause à l'audience, en état de référé.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 23 mars 1893.

ADOLPHE.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

Loi du 23 mars 1893, concernant la compétence du juge de paix en matière rurale et forestière.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 9 mars et celle du Conseil d'État du 20 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Les tribunaux de police connaîtront des délits et des contraventions en matière forestière et rurale dont les peines ne dépassent pas 200 francs d'amende et sept jours d'emprisonnement.

Art. 2. Ils connaîtront des mêmes infractions jusqu'à 300 francs d'amende et respectivement douze jours d'emprisonnement :

- a) en cas de récidive ;
- b) si l'infraction a été commise plus d'une heure avant le lever et plus d'une heure après le coucher du soleil ;
- c) si elle a été commise en réunion de trois ou d'un plus grand nombre de personnes ;
- d) si les contrevenants ou l'un d'eux étaient déguisés ;

Art. 8. Das dem Präsidenten durch die Art. 60 und 66 des Dekrets vom 30. März 1808 gewährte Recht, eine Sache aus der Referatinstanz in die Sitzung zu verweisen, ist aufgehoben.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „*Mémorial*“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 23. März 1893.

Adolph.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Gesetz vom 23. März 1893, über die Zuständigkeit des Friedensrichters in Feld- und Forstpolizeisachen.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 9. März d. J. und derjenigen des Staatsrathes vom 20. dess. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird ;

Haben verordnet und ordonnens :

Art. 1. Die Polizeigerichte erkennen über Forst- und Feldpolizei-Vergehen oder -Zuwiderhandlungen, bei welchen die Strafen 200 Franken Buße und sieben Tage Gefängniß nicht übersteigen.

Art. 2. Sie erkennen über dieselben Strafsachen bis zu 300 Franken Buße und bezw. zwölf Tage Gefängniß :

- a) im Wiederholungsfall ;
- b) wenn die Uebertretung mehr als eine Stunde vor Sonnenaufgang und mehr als eine Stunde nach Sonnenuntergang stattgefunden hat ;
- c) wenn dieselbe bei Vereinigung von drei oder mehr Personen stattgefunden hat ;
- d) wenn die Zuwiderhandelnden oder einer von ihnen verkleidet waren ;

e) s'il a été fait usage de la scie ;

f) si le contrevenant a commis l'infraction au préjudice de son maître ou de la personne qui l'employait.

Art. 3. L'action publique pour la poursuite des infractions énumérées à l'art. 1^{er} de la présente loi appartient au ministère public. Les poursuites sont exercées en son nom.

Pourtant le service des audiences est confié au garde-général pour les affaires forestières de son cantonnement.

Art. 4. Les procès-verbaux réguliers des agents et gardes font foi jusqu'à preuve contraire.

Ils seront remis au procureur d'État ou à l'officier du ministère public près le tribunal de police, suivant leur compétence respective, dans le délai déterminé par le Code d'instruction criminelle.

Les procès-verbaux dressés pour contraventions ou délits commis dans les bois administrés seront communiqués préalablement au garde-général afférent, qui y couchera par écrit ses conclusions.

Art. 5. Le prévenu sera appelé devant le tribunal de police compétent, par avertissement, valant citation et contenant, à peine de nullité, copie du procès-verbal, et remis par le garde trois jours francs au moins avant l'audience à personne ou à domicile.

Les dispositions de l'art. 68 du Code de procédure civile seront observées dans la remise des avertissements, et il sera justifié de l'accomplissement des formalités par la production, au juge de police, d'un état dont la forme sera arrêtée par le Gouvernement.

Il pourra être donné défaut sur le vu de cet état, dressé par le garde et attestant par sa signature la remise de l'avertissement à la personne ayant qualité pour la recevoir.

e) wenn eine Säge gebraucht wurde ;

f) wenn der Zuwiderhandelnde die Uebertretung zum Nachtheil seines Dienstherrn oder der Person, für welche er arbeitete, begangen hat.

Art. 3. Die öffentliche Anklage behufs Verfolgung der unter Art. 1 gegenwärtigen Gesetzes aufgezählten Zuwiderhandlungen steht dem öffentlichen Ministerium zu. Die Verfolgungen werden in seinem Namen betrieben.

Jedoch vertritt der Oberförster das öffentliche Ministerium in den Forstpolizeisachen seines Bezirks.

Art. 4. Die vorschriftsmäßigen Protokolle der Angestellten und Aufseher sind beweiskräftig bis zum Nachweis des Gegentheils.

Sie werden dem Staatsanwalt oder bezw. dem Beamten des öffentlichen Ministeriums beim Polizeigericht, je nach deren Zuständigkeit, innerhalb der durch die Criminalprozessordnung vorgesehenen Frist zugestellt.

Die Protokolle über Zuwiderhandlungen oder Vergehen in den unter Verwaltung stehenden Forsten werden vorher dem zuständigen Oberförster zugeschickt, welcher seine Anträge darauf schreibt.

Art. 5. Der Angeklagte wird vor das zuständige Polizeigericht geladen durch eine Mahnung, welche als Vorladung gilt und bei Strafe der Nichtigkeit das Protokoll abgeschrieben enthalten muß, und welche durch den Forst- oder Feldhüter wenigstens drei volle Tage vor der Gerichtsitzung dem Angeklagten selbst oder in dessen Wohnung zugestellt werden muß.

Bei Zustellung der Mahnungen sind die Vorschriften des Art. 68 der Civilprozessordnung zu beobachten, und das Einhalten der Förmlichkeiten wird bescheinigt durch Behändigung eines in seiner Form durch die Regierung zu bestimmenden Nachweises an den Polizeirichter.

Auf Grund dieses Nachweises, welcher durch den Forst- oder Feldhüter aufgestellt wird und durch dessen Unterschrift die Zustellung der Mahnung an die hierzu befähigte Person bescheinigt, kann per contumaciam gesprochen werden.

Cet état aura la valeur d'un acte public.

Art. 6. Les peines établies par la présente loi seront appliquées sans préjudice aux restitutions et dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Le dommage sera évalué dans le procès-verbal du garde.

Art. 7. Les règles ordinaires de la procédure criminelle sont applicables à la poursuite des délits et contraventions en matière rurale et forestière, sauf les modifications qui résultent de la présente loi.

Art. 8. Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi, qui entrera en vigueur à dater du jour de sa publication.

Toutes les affaires régulièrement introduites avant cette date seront continuées devant le juge qui en est saisi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 23 mars 1893.

ADOLPHE.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

Loi du 23 mars 1893, concernant l'extension des cadres de l'administration des postes et télégraphes.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 17 mars et celle du Conseil d'État du 20 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Par dérogation aux art. 2, 3 et 4 de

Dieser Nachweis hat den Werth einer öffentlichen Urkunde.

Art. 6. Die durch gegenwärtiges Gesetz verhängten Strafen finden Anwendung, unbeschadet etwaiger Rückerstattungen oder Entschädigungen.

Das Protokoll des Forst- oder Feldhüters enthält die Abschätzung des angerichteten Schadens.

Art. 7. Auf die Verfolgung der Feld- oder Forstpolizei-Vergehen oder Zuwiderhandlungen finden die gewöhnlichen Regeln der Criminalprozessordnung Anwendung, vorbehaltlich der Abweichungen, die sich aus gegenwärtigem Gesetz ergeben.

Art. 8. Alle gegenwärtigem Gesetz zuwiderlaufenden Bestimmungen sind abgeschafft. Dasselbe tritt vom Tage seiner Veröffentlichung ab in Kraft.

Alle Gerichtssachen, welche vor diesem Datum vorschrittsmäßig anhängig waren, werden von dem heute damit befaßten Richter weitergeführt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 23. März 1893.

Adolph.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Gesetz vom 23. März 1893, betreffend die Erweiterung der Cadres der Post- und Telegraphen-Verwaltung.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 17. März et., und derjenigen des Staatsrathes vom 20. dess. Mits., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. In Abstellung der Art. 2, 3 und 4

la loi du 1^{er} février 1882, le nombre des percepteurs des postes est fixé à vingt-sept, celui des commis de première classe des postes et télégraphes réunis à vingt, et celui des commis de deuxième classe de la même administration à quarante.

Art. 2. Les commis de deuxième classe pourront, après dix années de bons et loyaux services dans ce grade, obtenir le traitement minimum de commis de première classe.

Toutefois, les commis de cette classe qui auront subi avec succès l'examen de percepteur, pourront, dans les mêmes conditions, obtenir le traitement et le grade de commis de première classe.

Art. 3. Il est alloué à la Direction générale des finances, pour couvrir les dépenses se rapportant à l'exécution de la présente loi, un crédit de 10,000 frs. qui est rattaché à l'art. 125 du budget des dépenses de 1893.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 25 mars 1893.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

ADOLPHE.

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 10 au 24 avril 1893, dans la commune de Remich, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour chemins d'exploitation à Remich, lieux dits « Rodenbusch und unter den Eichen ».

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Remich, à partir du 10 avril prochain.

des Gesetzes vom 1. Februar 1882 wird die Zahl der Post-Perceptoren auf siebenundzwanzig, diejenige der Commis erster Classe der Posten und Telegraphen zusammen auf zwanzig und diejenige der Commis zweiter Classe derselben Verwaltung auf vierzig festgesetzt.

Art. 2. Nach zehnjähriger guter und getreuer Dienstleistung in demselben Grade können die Commis zweiter Classe das Minimal-Gehalt der Commis erster Classe erhalten.

Diejenigen Commis zweiter Classe jedoch, welche die Prüfung für den Rang von Perceptor mit Erfolg bestanden haben, können in denselben Verhältnissen das Gehalt und den Grad von Commis erster Classe erlangen.

Art. 3. Zur Deckung der durch die Ausführung des gegenwärtigen Gesetzes benötigten Ausgaben wird der General-Direction der Finanzen ein Credit von 10,000 Fr. zur Verfügung gestellt, welcher dem Art. 125 des Ausgabe-Budgets von 1893 beigeschrieben wird.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 23. März 1893.

Der General-Director
der Finanzen,
M. Mongenast.

Adolph.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 10. auf den 24. April 1893 in der Gemeinde Remich eine Untersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage von Feldwegen zu Remich, Orte genannt, „Rodenbusch und unter den Eichen“.

Der Situationsplan, der Kostenschlag, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigentümer sowie das Projekt des Genossenschafts-aktes sind auf dem Gemeindefekretariat von Remich, vom 10. April l. ab, hinterlegt.

M. *Neyen*, vétérinaire du Gouvernement à Remich, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 24 avril prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, à l'école de Remich.

Luxembourg, le 25 mars 1895.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 10 au 24 avril 1893, dans la commune de Roeser une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour chemins d'exploitation à Crauthem.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Roeser, à partir du 10 avril prochain.

M. *de Wacquant*, député à Fœtz, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 24 avril prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, à l'école de Crauthem.

Luxembourg, le 25 mars 1895.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Hr. *Neyen*, Staatsthierarzt zu Remich, ist zum Untersuchungskommissar ernannt. Die nöthigen Erklärungen wird er den Interessenten, am 24. April k., von 9—11 Uhr Morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2—4 Uhr Nachmittags, etwaige Einsprüche im Schulsaale zu Remich entgegennehmen.

Luxemburg, den 25. März 1895.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Syndicatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 10. auf den 24. April 1893 in der Gemeinde Roeser eine Untersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage von Feldwegen zu Crauthem.

Der Situationsplan, der Kostenanschlag, ein alphabetisches Verzeichniß der beteiligten Eigenthümer sowie das Projekt des Genossenschaftsaktes sind auf dem Gemeindefretariat von Roeser, vom 10. April k. ab, hinterlegt.

Hr. *de Wacquant*, Deputirter zu Föb, ist zum Untersuchungskommissar ernannt. Die nöthigen Erklärungen wird er den Interessenten, am 24. April k., von 9—11 Uhr Morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2—4 Uhr Nachmittags, etwaige Einsprüche im Schulsaale zu Crauthem entgegennehmen.

Luxemburg, den 25. März 1895.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Chemins de fer Guillaume-Luxembourg. — Recettes des lignes du Grand-Duché: 170 kilom.)*

RECETTES.	Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	Recettes totales.
Du 1 ^{er} au 30 novembre.....	{ 1892 fr. 88,750 00	fr. 638,750 00	fr. 50,000 00	fr. 797,500 00
Du 1 ^{er} janvier au 31 octobre..	{ 1892 1,050,000 00	6,593,750 00	502,500 00	8,146,250 00
Du 1 ^{er} janvier au 30 novembre.	{ 1892 1,138,750 00	7,232,500 00	252,500 00	8,943,750 00
	{ 1891 1,233,625 00	6,747,500 00	575,000 00	8,558,125 00
Différence en faveur de	{ 1892	503,000 00	. . . . .	385,625 00
	{ 1891 96,875 00	. . . . .	22,500 00	. . . . .
Produit kilométrique correspondant à				{ 1892 fr. 57,395 05.
				{ 1891 fr. 54,918 45.

*) Les produits des embranchements de Bettembourg-Dudelange et du bassin de Rumelange, ainsi que celui de la section de la ligne d'Esch-Redange située dans le Grand-Duché, ne sont pas compris dans les recettes.

Chemins de fer et minières Prince-Henri. — Recettes des lignes. (1^{er} et 2^e réseau.)

Longueur en exploitation : 167 kilomètres.

RECETTES.	Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	Recettes totales.
Du 1 ^{er} au 30 novembre 1892	fr. 26,087 14	fr. 247,027 80	fr. 1,629 10	fr. 274,744 04
Du 1 ^{er} janvier au 31 octobre*.).....	282,322 80	2,593,510 92	16,993 57	2,694,827 09
Du 1 ^{er} janvier au 30 novembre	{ 1892 308,409 94	2,642,538 72	18,622 47	2,969,571 13
	{ 1891 351,266 55	2,212,865 55	12,799 53	2,576,931 43
Différence en faveur de ..	{ 1892	429,675 39	5,822 92	392,639 70
	{ 1891 42,856 61	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Produit kilométrique correspondant à				{ 1892 fr. 19,427 20, soit par jour-kilomètre fr. 55,08.
				{ 1891 » 17,485 30, » » fr. 47,90.

*) Recettes arrêtées au 31 juillet.

Chemins de fer secondaires. — Lignes de Luxembourg-Mondorf-Remich et de Cruchten-Larochette.

Longueur en exploitation : 41 kilomètres.

RECETTES.	Voyageurs.	Marchandises.	Recettes diverses.	Recettes totales.
Du 1 ^{er} au 30 novembre	{ 1892 fr. 7,117 00	fr. 5,717 05	fr. 569 00	fr. 11,203 05
Du 1 ^{er} janvier au 31 octobre..	{ 1892 84,437 20	44,610 25	3,751 50	132,818 95
Du 1 ^{er} janvier au 30 novembre	{ 1892 91,574 20	48,327 50	4,120 50	144,022 00
	{ 1891 93,299 70	41,514 45	4,108 20	140,922 35
Différence en faveur de	{ 1892	6,812 85	12 30	3,099 65
	{ 1891 3,725 80	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Produit kilométrique correspondant à				{ 1892 fr. 3,852 08.
				{ 1891 fr. 3,749 60.